

EXPOSITION
**L'ÉCOLE
EN ALGÉRIE,**
L'ALGÉRIE À L'ÉCOLE
DEPUIS 1830

MUSÉE NATIONAL DE L'ÉDUCATION - ROUEN

Plus d'informations sur : munae.fr/collections

 @museeducation

 Musée national de l'Éducation - Canopé



L'ÉCOLE EN ALGÉRIE, L'ALGÉRIE À L'ÉCOLE DEPUIS 1830

Une exposition Munaé

UN MUSÉE DEUX EXPOSITIONS SUR L'ALGÉRIE

Implanté à Rouen depuis 1980, le **Musée national de l'Éducation (Munaé)**, service de Réseau Canopé, est l'héritier du Musée pédagogique, créé à Paris par Jules Ferry en 1879. Le Munaé, qui bénéficie du label « Musée de France », dispose d'une double implantation.

- Un **centre d'expositions** où sont présentées une exposition permanente « Cinq siècles d'histoire de l'école » et des expositions temporaires.
- Un **centre de ressources** abritant plus de 950 000 objets et documents consultables en ligne et sur place.



Centre d'expositions. © Réseau Canopé/Munaé



Centre de ressources, salle d'étude. © Réseau Canopé/Munaé



Vue générale de l'exposition « L'école en Algérie, l'Algérie à l'école ». © Réseau Canopé/Munaé

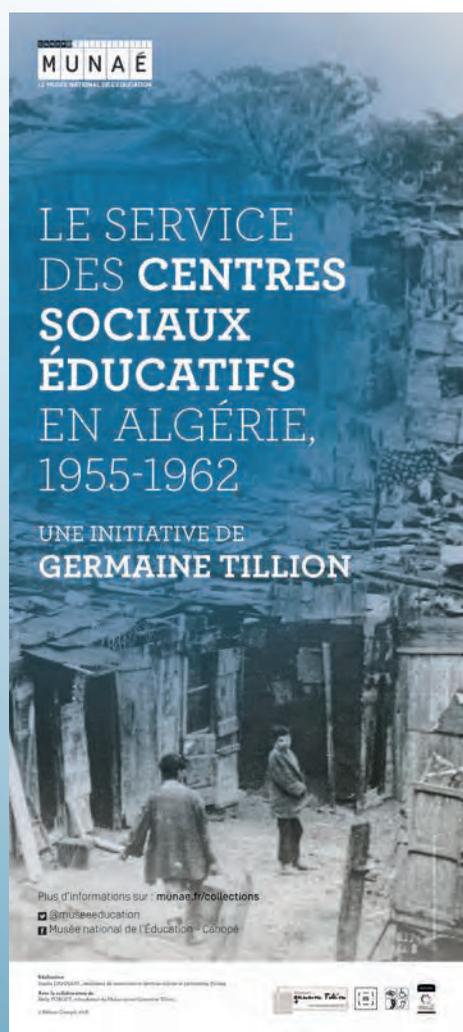
**EXPOSITION PRÉSENTÉE
AU MUSÉE NATIONAL DE L'ÉDUCATION
(MUNAÉ) À ROUEN,
DU 8 AVRIL 2017 AU 2 AVRIL 2018**

L'histoire de l'école dans l'Algérie coloniale est celle d'une cohabitation complexe, difficile et souvent conflictuelle entre plusieurs systèmes d'enseignement. Dans le même temps, l'Algérie a occupé, par le biais de l'école, une place considérable dans l'imaginaire métropolitain. C'est cette double réalité que l'exposition cherche à mettre en valeur.

Tous les témoignages recueillis, accompagnés d'images de contexte, sont disponibles sur le webdocumentaire Canopé/Munaé, « *L'Algérie et son école : les mémoires en question* » : www.reseau-canope.fr/algérie

Commissariat : Jean-Robert Henry, directeur de recherches honoraire au CNRS, Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam), Aix-en-Provence ; Florence Hudowicz, conservateur au musée Fabre, Montpellier.

Commissariat adjoint : Bertrand Lécureur, chargé de conservation et de recherche, Munaé ; Delphine Campagnolle, directrice du Munaé ; avec la contribution d'Emmanuelle Macaigne, responsable du département conservation - patrimoine, Munaé ; assistés de Saadia Dahmani, chargée de documentation et de médiation, Munaé ; Annie Hullin, agrégée d'histoire ; Olivier Dubois, responsable de la médiathèque, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Iremam, Aix-en-Provence ; Christian Champaloux, chargé des numérisations, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Iremam, Aix-en-Provence ; Pascal Boissière, Roger Andrieux, département Photothèque Munaé avec le soutien des départements Conservation, Documentation, Communication et Médiation-accueil des publics du Munaé.



Le Munaé et l'association Germaine Tillion proposent également une exposition itinérante consacrée au service des centres sociaux éducatifs (1955-1962), créés par Germaine Tillion. Ce sujet avait été présenté dans les vitrines et sur les cimaises du centre de ressources du 29 mai au 21 novembre 2017, en marge de l'exposition « L'école en Algérie, l'Algérie à l'école depuis 1830 ».

Affiche © Réseau Canopé/Munaé

L'ÉCOLE EN ALGÉRIE

DEPUIS LE XIX^e SIÈCLE

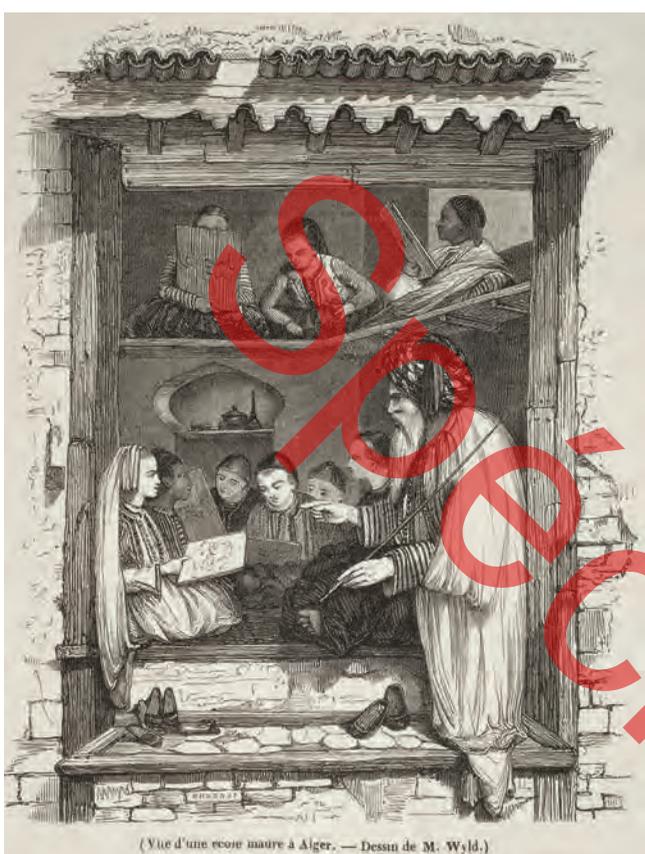
L'histoire de l'école dans l'Algérie coloniale est celle d'une cohabitation complexe, difficile et souvent conflictuelle entre plusieurs systèmes d'enseignement. Ruiné et méprisé par les conquérants, le système traditionnel constitue néanmoins un espace majeur de résistance, que les autorités françaises essaient de contenir et de contrôler. Il survivra dans des conditions précaires, ainsi qu'à travers des tentatives de réforme.

Le système scolaire français et ses mutations sont transposés en Algérie presque tels quels pour les enfants européens.

La III^e République applique en leur faveur les réformes de Jules Ferry, mais l'école obligatoire pour tous n'est pas étendue aux enfants musulmans. La puissance coloniale opte pour un dualisme scolaire qui n'ouvre les portes de l'école en 1940 qu'à un dixième d'entre eux, dans ce qui est alors appelé « l'enseignement public indigène ». Paradoxalement, la III^e République est pourtant l'époque où l'Algérie occupe une place majeure en métropole dans les manuels, la littérature et l'iconographie scolaires.

Une politique de scolarisation massive est engagée après la Seconde Guerre mondiale et durant la guerre d'Algérie, mais elle ne s'accomplira vraiment qu'après l'indépendance du pays avec l'aide de la coopération internationale. Les limites et les injustices du système scolaire avaient cristallisé le débat politique et culturel algérien entre les deux guerres et stimulé le « malaise algérien ». Les réformes trop tardives n'empêcheront pas le « problème algérien » de mûrir dans la violence.

Aujourd'hui, l'héritage scolaire de cette époque reste un enjeu important des rapports entre les sociétés, de part et d'autre de la Méditerranée.

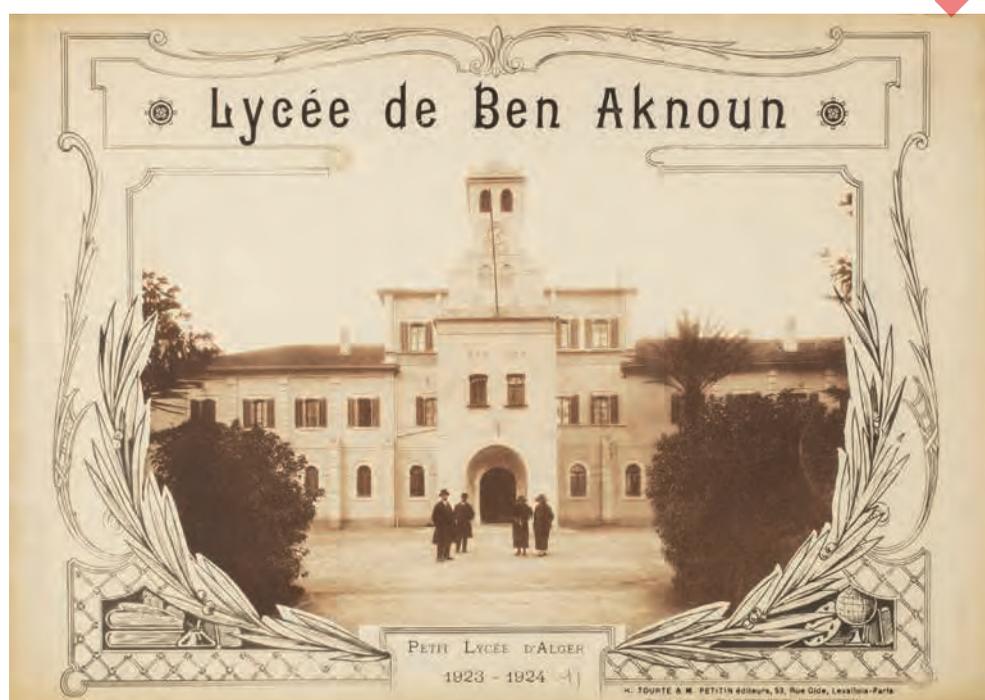


(Vue d'une école maure à Alger. — Dessin de M. Wyld.)

Vue d'une école maure à Alger, gravure de presse de Wyld William, extraite du magazine *Le Magasin pittoresque*, vers 1845, Rouen, collections Munaé, 1979.2505.9.
© Réseau Canopé/Munaé



Classe de cinquième A, lycée de Ben Aknoun, petit lycée d'Alger, 1924, photographie Tourte et Petitin, Rouen, collections Munaé, 1978.01015.1.
© Réseau Canopé/Munaé



Bâtiment principal, lycée de Ben Aknoun, petit lycée d'Alger, 1924, photographie Tourte et Petitin, Rouen, collections Munaé, 1978.01015.1.
© Réseau Canopé/Munaé

Lycée de Ben Aknoun

PETIT LYCÉE D'ALGER
1923 - 1924

H. TOURTE & R. PETITIN Éditeurs, 53, Rue Oudin, Levallois-Perret
Photographie des Établissements J.B. BASTIEN

SURVIE ET RÉSISTANCE DE L'ENSEIGNEMENT TRADITIONNEL



Théodore Chassériau (1819-1856), *Intérieur d'école arabe à Constantine*, mai-juin 1846, aquarelle, mine de plomb, Paris, musée du Louvre, D.A.G. © RMN-Grand Palais (musée du Louvre) / Franck Raux

Quand les Français entreprennent la conquête de l'Algérie en 1830, ils découvrent un système d'enseignement coranique, qui dispense aux jeunes garçons une alphabétisation à base religieuse, dans les *msids* des villes et dans les tentes-écoles des tribus. Quelques milliers d'autres élèves reçoivent dans les *médersas* ou dans les *zaouïas* un enseignement plus élaboré, notamment en grammaire et en arithmétique. Ce système, qui s'était dégradé au cours des siècles, subit durement le choc colonial qui le prive d'une grande partie de ses ressources, et le fige dans des pratiques archaïques. Il oppose en même temps une résistance farouche à la conquête.



Tablette coranique en bois (*alluha*) de forme irrégulière, avec poignée en forme de flèche, vers 1880, Rouen, collections Munaé, 1979.08051. © Réseau Canopé/Munaé

Les deux faces de cette tablette sont calligraphiées de sourates. Ici, la sourate « An-Nasr » et une partie de la sourate « Al-Fatiha » (Prologue ou ouverture).

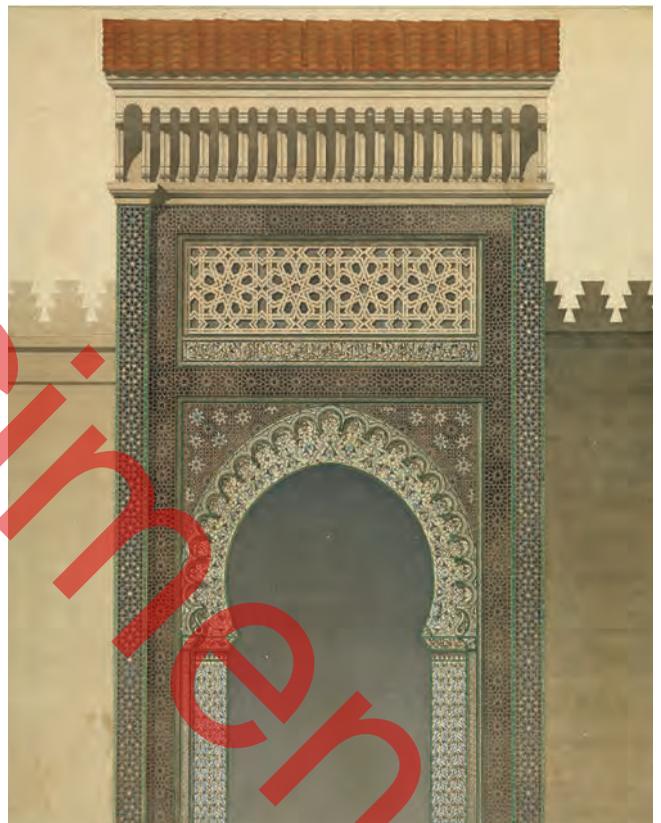
Médersas ou madrassas : écoles traditionnelles qui assurent un niveau de scolarité de type secondaire. Elles ne doivent pas être confondues avec les universités.

Msids : écoles coraniques, petites écoles dont l'enseignement consiste à apprendre à lire et à écrire sur des tablettes les lettres de l'alphabet et quelques textes du Coran.

Zaouïas : confrérie (communauté religieuse) regroupant une école, un couvent et une auberge autour du tombeau d'un saint dont elle porte le nom. Écoles, principalement situées dans les zones rurales, qui poursuivent l'apprentissage du Coran et de ses commentaires.



Zaouïa, environs de Bougie (aujourd'hui Bejaïa), 1880-1890, Collection « Musée d'Histoire de France et d'Algérie », 2011.701.95 © Dépôt MHFA/Mucem



Édouard Danjoy (1838-1905), *M'Dersa Tachfinia à Tlemcen*, élévation de la porte, 1873, contre-collé, lavis, Charenton-le-Pont, Médiathèque de l'architecture et du patrimoine. © Ministère de la Culture - Médiathèque du Patrimoine, dist. RMN-Grand Palais/image Médiathèque du Patrimoine

École d'enseignement supérieur de sciences, droit et études linguistiques, cette *médersa* construite au ^{xiv}e siècle, sous la dynastie des Zianides-Mérénides, était un joyau de l'architecture mauresque. Elle fut détruite par le pouvoir colonial en 1872-1873 pour bâtir la mairie et élargir la place de Tlemcen. Il ne reste que des relevés et des fragments de *zellijs* (céramiques) pour rendre compte de la beauté et de l'intérêt patrimonial de cet édifice.



Manuscrit de médersa, copie d'un abrégé de théologie, *Le Traité de la foi d'Al-Sanússi*, 1818 (extrait), médiathèque Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Iremam, Aix-en-Provence. © Atelier numérique d'e-médiathèque (MMSH)



Édouard Moyse (1827-1918), *École juive en Algérie à Miliana*, 1861 (huile sur toile). Collection « Musée d'Histoire de France et d'Algérie », dépôt au musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme. © Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole/photographie Frédéric Jaulmes

RÉFORME ET MODERNISATION DE L'ENSEIGNEMENT TRADITIONNEL



École coranique à Reggan, vers 1937, photographie de Pierre Verger, fonds Horizons de France, *Le Visage de l'enfance*, Rouen, collections du Munaé, 2005.01085.1. © Réseau Canopé/Munaé

En dépit de la répression, l'enseignement traditionnel fait l'objet, à partir de 1920, de tentatives de modernisation auxquelles se livrent, non sans conflit avec les confréries, les réformateurs de l'association des Oulémas et les nationalistes du Parti du peuple algérien.

En 1955, cet enseignement réformé, soumis aux tracasseries administratives, accueille 45 000 élèves, dont la moitié suit en même temps les cours de l'école française. Les petites écoles coraniques, mieux tolérées par l'administration, reçoivent de leur côté environ 100 000 enfants. Après 1962, un enseignement privé musulman subsiste partiellement, permettant lors de la « décennie noire » des années 1990, d'opposer un « Islam algérien » à l'islamisme radical ou au wahhabisme.



Mosquée et zaouïa d'Adrar en 2017 (Sahara). © Mohamed Bendara

Association des Oulémas : créée en 1931, organisation politique et culturelle qui prônait le développement et la rénovation de l'enseignement en langue arabe. Son slogan : « L'Islam est notre religion, l'arabe notre langue et l'Algérie notre pays. »

Parti du peuple algérien (PPA) : parti politique fondé en 1937 par Messali Hadj en France dans le but de lutter pour l'émancipation du peuple algérien.

Wahhabisme : mouvement religieux musulman sunnite fondé au XVIII^e siècle en Arabie saoudite, qui se donne pour objectif de revenir aux pratiques en vigueur dans la communauté musulmane du prophète Mahomet et de ses successeurs, les premiers califes.



La médersa Sidi Boumediene de Tlemcen, construite au XIV^e siècle, en 2017. Cette médersa est aujourd'hui le musée de la ville. © El Hadi Benmansour

Des maîtres coraniques à Tlemcen, en 2017. © El Hadi Benmansour



L'ABANDON D'UN ENSEIGNEMENT ARABE-FRANÇAIS

Sous le Second Empire (1852-1870), des tentatives de développer un enseignement arabe-français, y compris au niveau secondaire, voudraient promouvoir une mixité ethnique et linguistique dans le cadre du « royaume arabe¹ » rêvé par Napoléon III, mais elles cessent à la chute de celui-ci.

¹ À l'issue de deux voyages en Algérie, Napoléon III considère que l'Algérie n'est pas une colonie proprement dite, mais un royaume arabe : « Je suis aussi bien l'empereur des Arabes que l'empereur des Français. »



Médersa de Tlemcen, carte postale, collection « Musée d'histoire de France et d'Algérie », 2008.6.0.14. © Dépôt MHFA/Mucem



L'école franco-arabe médersa de Tlemcen, 2018. © Nabil Bouarfa

Trois « médersas franco-musulmanes » sont cependant créées par le pouvoir colonial à Tlemcen, Constantine et Alger pour former ses cadres algériens, agents du culte et hommes de loi. Transformés en lycées franco-musulmans pour former de véritables bilingues, ces établissements seront supprimés peu après l'Indépendance.



Instruction publique musulmane en Algérie, École de garçons sous la direction de M. Depiello, vers 1860. Image imprimée d'après une photographie de Félix Jacques Antoine Moulin, extraite de *L'illustration*, Rouen, collections Munaé, 1996.02071. © Réseau Canopé/Munaé

Médersa d'Alger, carte postale, collection « Musée d'histoire de France et d'Algérie ». © Dépôt MHFA/Mucem



Antoine Brun (1832-1900), Collège arabe-français d'Alger, vers 1860, maquette, bois sapin-tilleul, Saint-Consorte, Rhône, musée Antoine Brun. © Musée Antoine Brun

1 / L'ALGÉRIE ET L'ÉCOLE DE LA III^e RÉPUBLIQUE

LES ENSEIGNEMENTS A ET B

Après 1870, le système éducatif métropolitain est étendu à l'Algérie : les élèves européens et assimilés ont à leur disposition des écoles publiques de tous niveaux et de grandes qualités, ainsi que des écoles confessionnelles. Très vite des lycées sont créés à Alger, Oran, Constantine, département de Bône..., tandis qu'une université se constitue progressivement à partir de 1879.

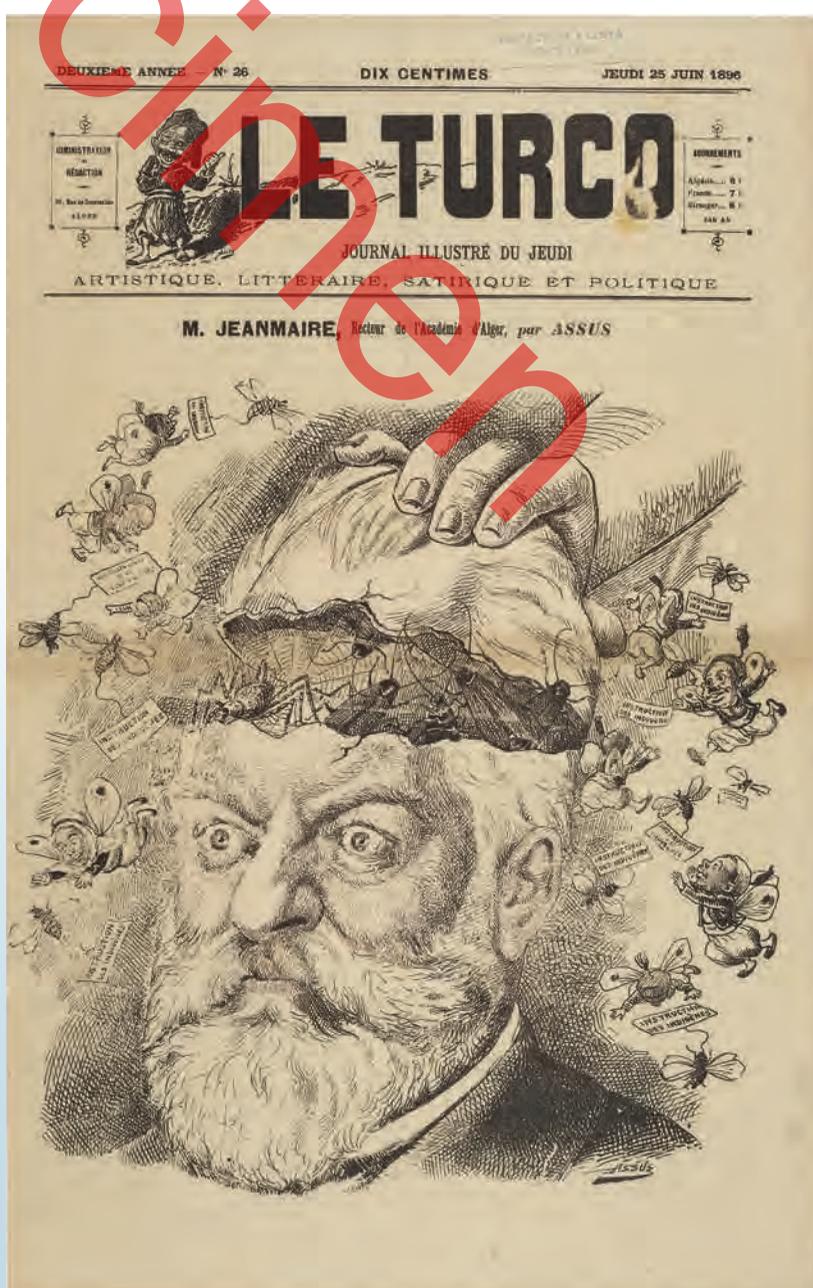
Concernant les enfants musulmans, Jules Ferry, ministre de l'Instruction publique, envisage très tôt leur accès à un enseignement public moderne. Il finance à cette fin quelques écoles dans les grandes villes et en Kabylie, puis fait adopter en 1883 un décret qui étend en Algérie les lois scolaires françaises. Sur place, le recteur Jeanmaire, en poste pendant 25 ans, se bat pour un plan de scolarisation des musulmans qui sera avalisé par un décret de 1892, véritable charte de l'enseignement des musulmans jusqu'en 1949.

Pourtant, le rêve de « conquête morale des indigènes » par l'école reste vain, faute d'imposer comme en France l'obligation scolaire, en raison des réticences des représentants de la population européenne, qui contrôlent à travers les délégations financières le budget de la colonie à partir de 1898, et freinent autant que possible la scolarisation des petits musulmans. Seul un dixième d'entre eux accède en 1940 à un enseignement public indigène qui se donne parfois dans des « écoles gourbi » équipées très sommairement et confiées à des maîtres peu formés.

Globalement, le système scolaire public algérien est donc fortement ségrégué et dualiste, à l'image de la société coloniale : il oppose un enseignement public « A » pour les élèves européens à un enseignement « B » plus général et professionnel, réservé à une minorité d'enfants musulmans. Cette division de l'enseignement public perdurera jusqu'en 1949.

« Jeanmaire » par Assus,
Le Turco, n° 26, jeudi 25 juin 1896, Paris,
Bibliothèque nationale de France, J0-8775.
Photo : © BnF

Ce dessin ridiculise le haut-fonctionnaire Charles Jeanmaire, surnommé « Jeanmaire Mohamed » parce que son ambition était d'instruire les indigènes. Derrière cette caricature apparaît le lobby des grands colons algériens, activement opposés à l'accès de la jeunesse musulmane à l'école.

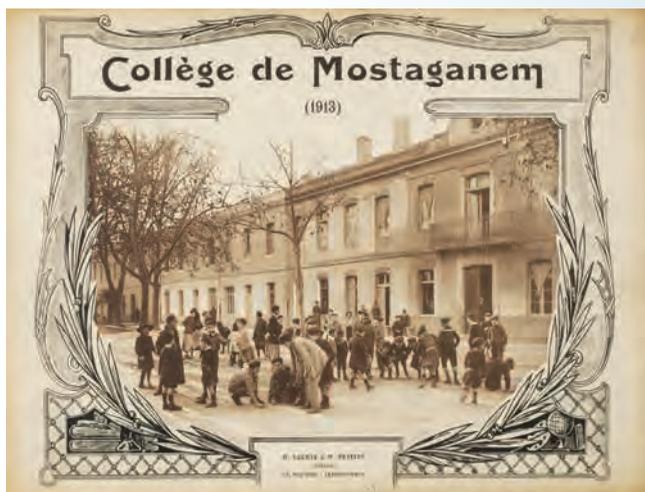


2 / L'ALGÉRIE ET L'ÉCOLE DE LA III^e RÉPUBLIQUE

LES ENSEIGNEMENTS A ET B



Enseignement A. *Classe de 6^e*, collège de Mostaganem, 1913, photographie Tourte et Petitin, Rouen, collections Munaé, 1978.01231.1. © Réseau Canopé/Munaé



Enseignement A. *Collège de Mostaganem*, 1913, photographie Tourte et Petitin, Rouen, collections Munaé, 1978.01231.1. © Réseau Canopé/Munaé



Enseignement A. *Internes des 4^e et 5^e classes*, institution des Dames africaines Saint-Pierre, Oran, 1912, photographie Tourte et Petitin, Rouen, collections Munaé, 1978.01241.1-012e. © Réseau Canopé/Munaé



Enseignement B. *Classe de M. Pélassier*, école de Tamazirt (Kabylie), vers 1914, collection Salem Chaker. © Atelier numérique d'e-médiathèque (MMSH)

Enseignement B. *Groupe des élèves de l'école d'Agouni*, Grande Kabylie, album de photographies du directeur d'école indigène G. Garapon. « Un coin de la Grande Kabylie aux abords de Djurdura », 1899, collection « Musée d'histoire de France et d'Algérie » © Dépôt MHFA/Mucem

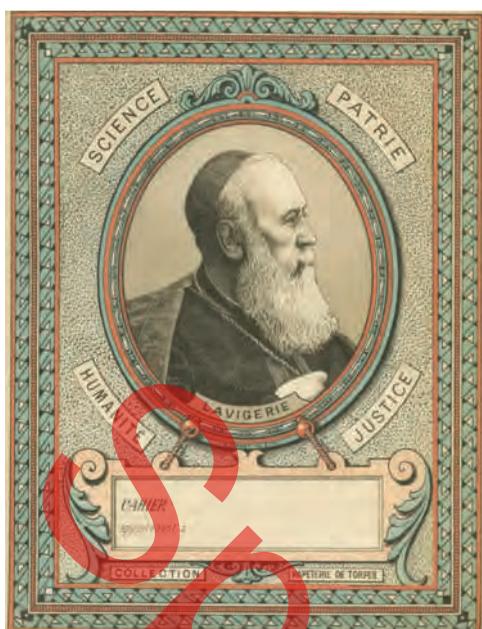


Enseignement B. *Élèves de la section indigène*, école coloniale d'Industrie de Dellys, 1940, photographie Tourte et Petitin, Rouen, collections Munaé, 1978.01141.1. © Réseau Canopé/Munaé

Enseignement B. *Travail de tannerie et de dinanderie*, école indigène Saïda, 1906, Fonds IPN, Rouen, collections Munaé, 1979.04881_001e. © Réseau Canopé/Munaé



L'ACCUEIL DES ENFANTS MUSULMANS DANS DES ÉCOLES CATHOLIQUES L'EXEMPLE DES PÈRES BLANCS



Lavigerie, couverture de cahier par A. Lormet, vers 1890, Rouen, collections Munaé, 2013.01240. © Réseau Canopé/Munaé

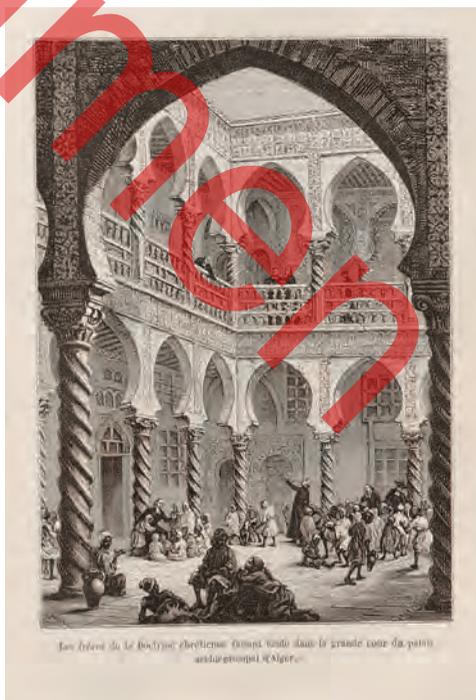
Au verso du cahier : biographie anonyme de Charles Martial Lavigerie (1825-1892), évêque d'Alger et ordonnateur de la « lutte anti-esclavagiste » qui a facilité la « conquête du continent noir ». Texte écrit avant sa mort en 1892

La congrégation religieuse la plus impliquée dans cet enseignement est celle des Pères blancs et Sœurs blanches. Créée par le cardinal Lavigerie, elle ouvre en Kabylie à partir de 1873 des écoles destinées aux jeunes Kabyles.

Malgré l'espoir initial que ces écoles favorisent à long terme la christianisation, leur caractère n'est pas directement prosélyte. Au départ, les familles se montrent d'ailleurs réticentes et seules les plus pauvres envoient leurs enfants dans ces écoles. Mais après la Première Guerre mondiale et le développement de l'émigration, la demande de scolarisation devient très forte. En réalité, ces écoles prépareront moins à la conversion qu'à la politisation, nationaliste ou communiste. Des écoles pour filles s'ouvrent à partir des années 1940.

Congrégation : communauté de religieux formée dans un but de piété ou de charité.

Au lendemain de l'indépendance, les Pères blancs poursuivent et intensifient leur action de scolarisation, notamment à travers des collèges où des enseignants algériens et français délivrent un enseignement de qualité. À partir de 1973, les écoles primaires tenues par les Pères blancs sont progressivement fermées, puis l'ordonnance du 16 avril 1976 sur la refonte du système éducatif vient achever la nationalisation de tous les enseignements privés, y compris celui des Oulémas. À cette date, les établissements relevant de l'Église scolarisaient 44 000 élèves algériens.



« Les frères de la doctrine chrétienne faisant école dans la grande cour du palais archiépiscopal d'Alger », illustration extraite de Lady Herbert, *L'Algérie contemporaine illustrée*, Paris, Victor Palmé, vers 1880. © Atelier numérique d'e-médiathèque [MMSH]



Une école des Pères blancs à Ghardaïa dans les années 1920, carte postale, collections « Musée d'histoire de France et d'Algérie ». © Dépôt MHFA/Mucem



« Sœur de charité enseignant la broderie à de petites Arabes », illustration extraite de Lady Herbert, *L'Algérie contemporaine illustrée*, Paris, Victor Palmé, vers 1880. © Atelier numérique d'e-médiathèque [MMSH]

L'ÉCOLE DE LA RUE ET DU BLED

Les enfants musulmans non scolarisés restent dans leur famille en milieu rural, où ils sont employés surtout à la garde du bétail. Ils n'ont que la rue pour horizon dans les villes, comme Alger, Constantine ou Biskra, où survivent des milliers de petits cireurs et de *yaouleds*, qui essaient de vendre aux touristes leur artisanat « populaire » ou leurs services. Les écoles coraniques n'accueillent qu'une faible partie d'entre eux pour un apprentissage sommaire de la langue arabe et de la religion.



Poupée représentant un vendeur d'œufs dans les rues, années 1930
collection Archives nationales de l'Outre-mer,
© ANOM



Enfants musulmans d'Algérie au début du XX^e siècle,
collections « Musée d'histoire de France et d'Algérie ».
© Dépôt MHFA/Mucem



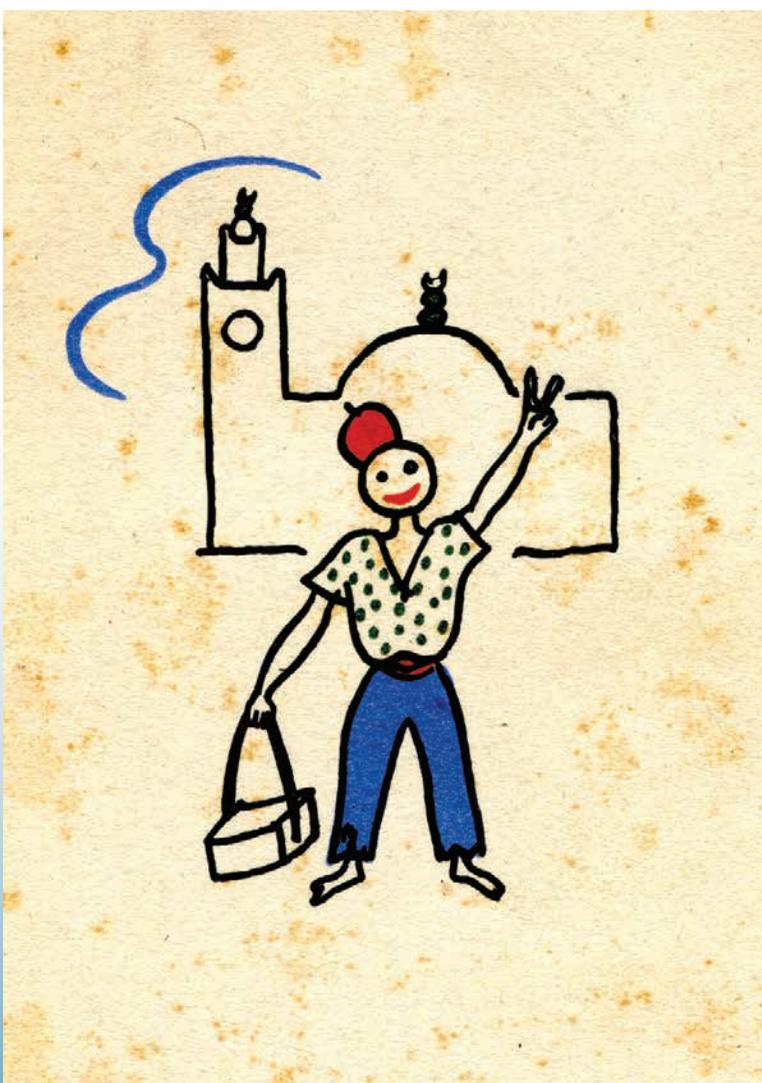
Enfants algériens cirant les chaussures des colons français,
Constantine, Algérie, vers 1930.
© Delius/Leemage

Différents petits métiers permettaient à l'enfance musulmane de survivre. La poupée a vraisemblablement été réalisée par un enfant des rues pour être vendue à des touristes.



Jeune ânier, collections « Musée d'histoire de France et d'Algérie ».
© Dépôt MHFA/Mucem

Yaouled : enfant des rues, non scolarisé, misérable, exerçant souvent une petite activité pour survivre.



Dessin extrait de Brouty, *Victory Across French North-Africa, Souvenir of the War*, 4^e de couverture. Brochure publiée vers 1943 à destination des troupes alliées en Algérie, collection Jean-Robert Henry. Droits réservés.

1 / L'ALGÉRIE IMAGINAIRE DES PETITS FRANÇAIS

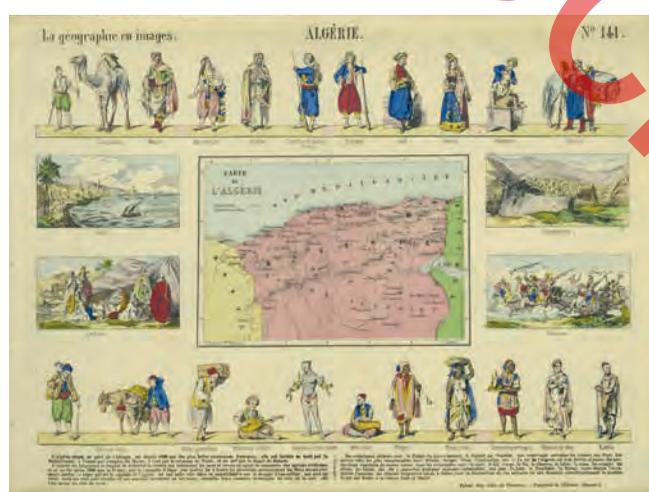
Pendant plus d'un siècle, l'Algérie est présentée dans les manuels et la littérature scolaires, tout comme sur les supports parascolaires (bons points, couvertures de cahiers, buvards publicitaires, etc.) comme le joyau de l'empire colonial français, comme une « autre France ».



La Soumission d'Abd-El-Kader, vers 1850, gravure sur bois éditée par Pellerin, Épinal, Rouen, collections Munaé, 1979.00283.
© Réseau Canopé/Munaé

Dans un premier temps, l'école exalte le nationalisme français par des récits de la conquête qui inversent le processus historique en présentant des soldats français résistant héroïquement aux assauts des « Arabes ».

Par la suite, elle privilégie plutôt une présentation idéalisée de l'œuvre civilisatrice de la France en Algérie, qu'elle soit économique, technique, sanitaire ou culturelle. Le discours sur l'Algérie évolue aussi en fonction du contexte historique : ainsi, Abd-El-Kader, d'abord perçu comme un adversaire farouche, se voit octroyé progressivement le statut d'ami de la France.



Algérie, « Géographie en images », vers 1890, planche éditée par Pellerin, Épinal, Rouen, collections Munaé, 1979.22669.
© Réseau Canopé/Munaé



Spahis, vers 1900, soldats de plomb, Rouen, collections Munaé, 1979.30830.
© Réseau Canopé/Munaé

La légende de cette image d'Épinal donne la localisation géographique de l'Algérie, présente le site naturel de la ville d'Alger et revient sur la conquête menée par les Français. Elle décrit ensuite les richesses agricoles algériennes et quelques animaux féroces vivant sur son sol.



« Récolte des oranges en Algérie », gravure extraite d'Édouard Cat, Un coin de l'Algérie, Paris, A. Degorge-Cadot, vers 1890, collections Munaé, 1977.05269.
© Réseau Canopé/Munaé

Turcos, vers 1880, extrait d'une image imprimée éditée par Haguenthal, Pont-à-Mousson, Rouen, collections Munaé, 1980.00025.22.
© Réseau Canopé/Munaé



2/ L'ALGÉRIE IMAGINAIRE DES PETITS FRANÇAIS

Les manuels scolaires reflètent globalement une approche idéalisée de la mission civilisatrice de la France en Algérie. Seuls quelques-uns, comme celui de Malet et Isaac en 1935, apportent des nuances en soulignant les inégalités coloniales. Les livres de lecture courants, les livres de prix et même les jeux et jouets contribuent à faire rêver les enfants d'aventures exotiques. Presque jamais les petits Français ne sont amenés à percevoir les contestations de la domination coloniale et les évolutions en cours dans la colonie.



« Caravane d'instituteurs français en Algérie », gravure de presse tirée du *Petit Journal*, 1903, collection particulière. © Réseau Canopé/Munaé

Extraits des pages du manuel d'Albert Malet et Jules Isaac *Histoire contemporaine depuis le milieu du XIX^e siècle*, classe de philosophie-mathématiques, Hachette, 1930 : « L'Algérie après 1871 - La chute du Second Empire et les désastres de 1870 eurent en Algérie de graves répercussions : ils déterminèrent un changement brusque du régime administratif et une sanglante révolte indigène (...) La révolte écrasée, on travailla à « franciser » l'Algérie par tous les moyens : *La colonisation européenne se développa aux dépens des indigènes* : 100.000 hectares de terres furent mis à la disposition des Alsaciens-Lorrains qui optaient pour la France (1871) ; la propriété collective des douar ou groupes de familles fut abolie (1873), une partie de leurs terres prélevée par l'État qui la revendit aux colons. La population européenne de l'Algérie augmenta rapidement (...) tandis que la population indigène restait stationnaire et que sa condition s'aggravait. *Pour relier plus étroitement encore l'Algérie à la France, on pratiqua le « rattachement »* : par décrets de 1881, les différents services administratifs de la colonie furent rattachés aux ministères de la métropole (...) On était passé ainsi d'un extrême à un autre. À l'épreuve, la politique républicaine d'assimilation ne parut pas plus viable que la politique napoléonienne du royaume arabe. Ses abus et ses erreurs furent dénoncés avec force par Jules Ferry dès 1892.

L'Algérie en France, c'est aussi la création, au début des années vingt, de l'Institut musulman de Paris, à la fois mosquée, bibliothèque et établissement d'enseignement. L'initiative est venue des pouvoirs publics, soucieux de marquer la reconnaissance de la nation aux dizaines de milliers de soldats musulmans morts pour la France durant la Première Guerre mondiale. La mosquée, qui fait suite à divers projets antérieurs, est inaugurée en juillet 1926 et sa gestion confiée à la Société des habous des lieux saints de l'Islam, qui siège en Algérie pour contourner les contraintes de la laïcité métropolitaine. La dimension éducative du projet sera en réalité très restreinte.

L'Institut musulman de Paris, image extraite de la brochure de préfiguration de l'Institut musulman de Paris, vers 1922-1923. © Atelier numérique d'e-médiathèque (MMSH)



Ces deux extraits de manuels d'histoire du milieu des années 1950 présentent la situation de l'Algérie en 1830 puis la conquête menée par la France, qui entreprend la mise en valeur de ce territoire. Abd-El-Kader est alors présenté comme chef valeureux de la résistance, avant qu'il se soumette à l'autorité française. Rédigé au début de la guerre d'Algérie, ces textes diffusent encore une image glorieuse de la puissance coloniale française.

1/ Antoine Bonifacio, Paul Maréchal, *Histoire de France. Cours élémentaire et moyen*, Paris, Hachette, 1956, Rouen, collections Munaé, 1977.04815. © Réseau Canopé/Munaé

2/ René Clozier, Henri Depain, Yves Guyomard, *Récits d'histoire de France. Cours élémentaire. Classes de Dixième et de Neuvième*, Paris, Larousse, 1955, Rouen, collections Munaé, 1977.04820. © Réseau Canopé/Munaé



L'ÉCOLE AU CŒUR DU DÉBAT POLITIQUE ET CULTUREL DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Après la Première Guerre mondiale et la participation importante des troupes d'Algérie à « l'œuvre de guerre », la généralisation de l'école française aux enfants musulmans est réclamée par tous ceux (libéraux français, enseignants et nationalistes algériens modérés) qui prônent l'assimilation, le bilinguisme et l'octroi de plus de droits politiques aux Algériens musulmans. Des écrivains décrivent la misère des élèves algériens et le sort encore moins enviable des nombreux enfants non scolarisés.



Abdelhamid Ibn Badis (ou cheikh Ben Badis, 1889-1940) développe l'enseignement destiné à la jeunesse musulmane au cours des années 1930, dans le cadre de l'association des Oulémas musulmans algériens.
© PVDE/Bridgeman Images.

Ce manuel pour le cours élémentaire moyen première année évoque le rôle majeur des soldats algériens lors de la campagne d'Italie et leur présence nombreuse lors du débarquement de Provence le 15 août 1944.

Max Marchand et Aimé Bonnefin, *Histoire de France et d'Algérie*, Paris, Hachette, 1950, médiathèque Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Iremam, Aix-en-Provence
© Atelier numérique d'e-médiathèque MMSH.

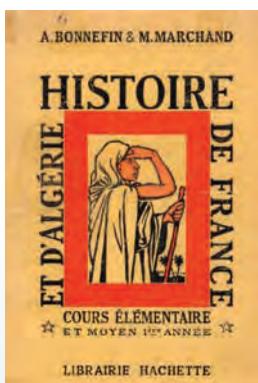
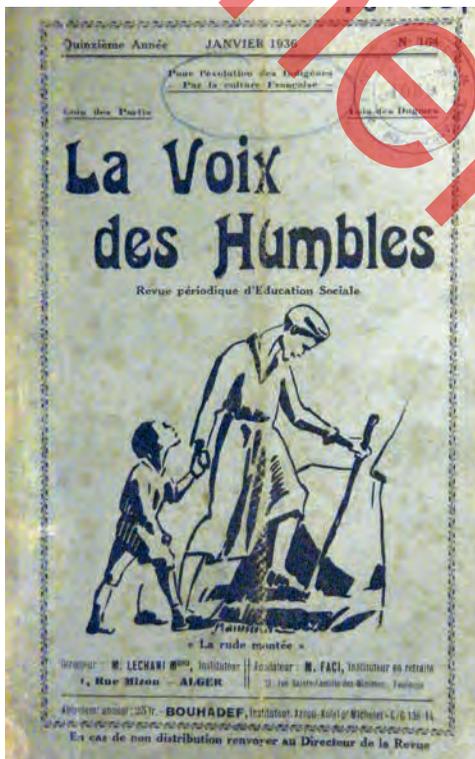


Sur le plan linguistique, les freins mis à l'instruction des jeunes Algériens en français comme en arabe sont dénoncés comme des aspects insupportables de l'oppression coloniale. Ces questions cristallisent le débat politique et culturel de l'époque et entretiennent ce qu'on appelle le « malaise algérien ». Le fossé entre les populations se creuse encore plus avec la célébration du Centenaire de l'Algérie qui exalte l'œuvre du colonat sans accorder aux musulmans algériens la place qui leur revient.

Malgré la campagne menée par l'ancien gouverneur Maurice Viollette, et soutenue par les instituteurs algériens de la revue *La Voix des Humbles*, le projet Blum-Viollette qui accordait la citoyenneté française à 25 000 « indigènes musulmans » ne sera finalement pas adopté, sous la pression des lobbies « européens » d'Algérie. La grande déception qui touche les élites algériennes n'empêche pas les soldats algériens de participer massivement à la libération de l'Europe et de la France. Une réalité dont commencent à rendre compte les manuels scolaires algériens des années 1950.

La Voix des Humbles est une revue créée en 1922 en Algérie, publiée jusqu'en 1939, dans laquelle des enseignants exigent, dans le respect du cadre républicain, l'abrogation de toutes les discriminations entre Européens et indigènes : à diplôme égal, ces derniers doivent pouvoir remplir les fonctions équivalentes et disposer des mêmes droits.

La Voix des Humbles, janvier 1936, médiathèque Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Iremam, Aix-en-Provence.
© Atelier numérique d'e-médiathèque MMSH.



DES RÉFORMES TROP TARDIVES

À l'occasion de la Seconde Guerre mondiale, dont la fin coïncide avec le soulèvement de Sétif en mai 1945, des responsables français mesurent les risques politiques des insuffisances de la politique scolaire française en direction des Algériens musulmans. Les décrets du 27 novembre 1944 définissent un vaste plan de scolarisation avec l'ambition de créer en 20 ans 20 000 classes pour un million d'enfants.

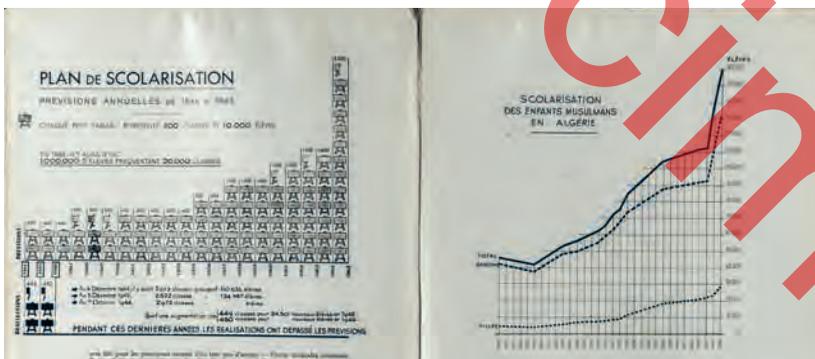


« Une classe de filles à Ouargla vers 1950 », photographie extraite d'*Algérie*, Service d'information et de documentation du Cabinet de gouverneur général de l'Algérie, Algérie, éditions Baconnier, 1951, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Iremam, Aix-en-Provence.

© Atelier numérique d'e-médiathèque (MMSH).

En 1949, la « fusion » des enseignements A et B est décidée, au prix de mesures de rattrapage pour les classes « indigènes », devenues classes d'initiation. En apparence, l'école devient facteur d'intégration dans cette société clivée par le rapport colonial. Pourtant la misère des musulmans – y compris ceux qui fréquentent l'école – reste immense, et justifie l'initiative de Germaine Tillion de créer en 1955 les centres sociaux éducatifs destinés à « donner une éducation de base aux éléments masculins et féminins » privés d'école et survivant dans les bidonvilles et les campagnes les plus défavorisées.

Dans le même temps, des réformes politiques sont entreprises avec l'adoption en 1947 d'un « statut de l'Algérie », qui crée une égalité en trompe-l'œil entre les populations d'Algérie, et dont la mise en œuvre sera pervertie par des fraudes électorales massives. Même sa promesse de développer à tous les niveaux l'enseignement de l'arabe ne sera guère suivie d'effets.



Statistiques planifiant l'essor scolaire en Algérie après 1944, in *Essor de l'Algérie*, revue éditée par le Gouvernement général de l'Algérie, 1947, p. 26-27, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Iremam, Aix-en-Provence.

© Atelier numérique d'e-médiathèque (MMSH).



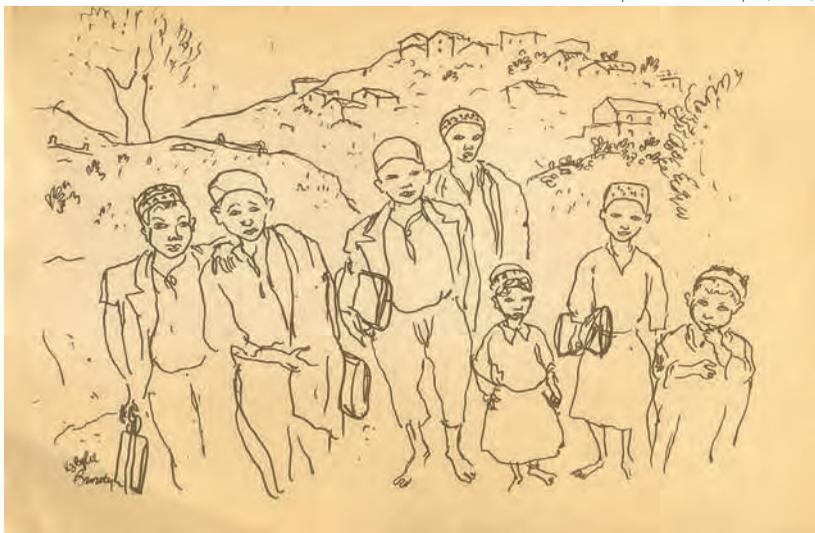
Une infirmière traitant les enfants contre le trachome, Dovénia, centre social éducatif d'Aïn-el-Arba (Oranie), 1961, photographie de Pierre Berton, collection particulière. Droits réservés



Vue panoramique aérienne du quartier des écoles à Orléansville, fin 1950, carte postale, collections « Musée d'histoire de France et d'Algérie ». © Dépôt MHFA/Mucem

« Groupe d'élèves musulmans dans les années 1950 », illustration de Charles Brouty, extrait de *Jours de Kabylie* de Mouloud Feraoun, Alger, éditions Baconnier, 1954, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Iremam, Aix-en-Provence.

© Atelier numérique d'e-médiathèque (MMSH).



L'ÉCOLE À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE

La généralisation de l'enseignement public s'accroît au moment de la guerre d'Algérie, et surtout du Plan de Constantine (1958), dans les conditions extrêmement ambiguës de la pacification.

La guerre entraîne la destruction ou la fermeture de nombreuses écoles et la mort de plusieurs dizaines d'enseignants, mais mobilise aussi de très nombreux soldats-instituteurs dans des régions qui n'avaient jamais été touchées par la scolarisation.

Des initiatives pacifistes comme l'Appel pour la trêve civile lancé par Albert Camus, début 1956, n'empêchent pas l'exacerbation des violences qui atteignent un paroxysme avec la « bataille d'Alger », gagnée par l'armée française en 1957 au prix de pratiques (tortures et disparitions) couvertes par les gouvernants français, même si elles sont dénoncées alors par certains acteurs civils et militaires.

Dans ce contexte, les changements qui surviennent enfin dans l'école, sous l'impulsion du recteur Capdecorme ou dans le cadre des centres socio-éducatifs, n'ont plus prise sur le cours des choses.

Les « hommes de bonne volonté » sont impuissants ou assassinés, comme Mouloud Feraoun et Max Marchand. En 1962, la politique de la terre brûlée menée par l'OAS touche l'appareil éducatif, avec l'incendie symbolique de la bibliothèque universitaire d'Alger.



Le Soldat instituteur, carte postale de propagande, collections « Musée d'histoire de France et d'Algérie », © Dépôt MHFA/Mucem



Soldat instituteur avec ses élèves, école dans l'Ouarsenis, créée par des militaires, 1960-1961, collection particulière, © Jimmy Staëlen



« Enfants algériens scolarisés par le FLN à la frontière marocaine vers 1960 », photographies extraites du catalogue *Cent mille réfugiés. 1955-1962. Un exode algérien à la frontière ouest*, par Fr. Chevaldonné et P. Moity, Aix-en-Provence, Institut de l'image, 2003. © P.Moity

Le 15 mars 1962, six inspecteurs des centres sociaux éducatifs sont assassinés par l'OAS sur les hauteurs d'Alger.



De gauche à droite : Marcel Basset, Ali Hamoutene, Salah Ould Aoudia, Mouloud Feraoun, Max Marchand et Robert Eymard.

Source : Association des amis de Max Marchand, Mouloud Feraoun et leurs compagnons.



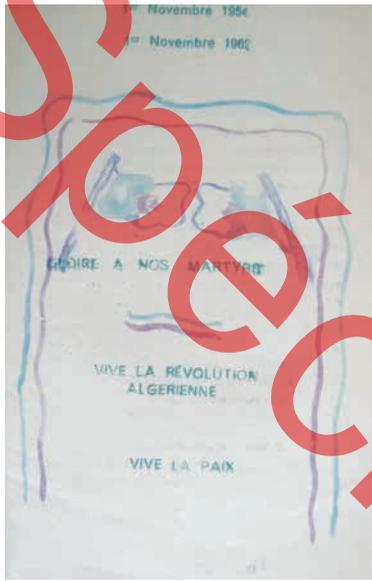
Des enfants dans un camp de regroupement près de Guelma en 1959-1960, collection Marc Côte. © Marc Côte

APRÈS L'INDÉPENDANCE DE LA COOPÉRATION AUX ENJEUX ÉDUCATIFS ACTUELS EN ALGÉRIE ET EN FRANCE

Le 5 juillet 1962, l'Algérie redevient indépendante. La coopération avec la France, organisée par les déclarations d'Évian, couvre tous les secteurs. Plus de la moitié des 15 000 coopérants français mis à la disposition du nouvel État sont des enseignants qui arrivent ou reviennent en Algérie pour la rentrée de 1962. Jamais autant d'élèves algériens n'auront été scolarisés en français, mais l'arabisation de l'enseignement réduit à partir de 1970 la place de la langue française.



Le jeune instituteur Georges Morin avec ses élèves de CP [2^e année primaire] de l'école Arago à Constantine fin juin 1963, collection Georges Morin. Droits réservés.



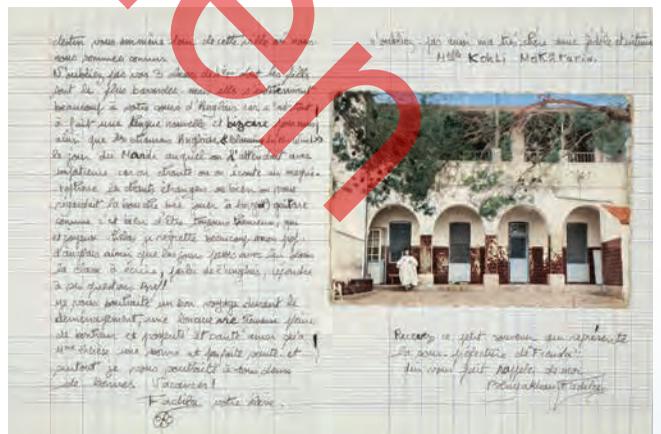
« L'indépendance », travaux réalisés par des élèves en Algérie, fin 1962, suivant la méthode active conçue par Célestin Freinet. Extrait du journal scolaire *Fi djibalina*, *Dans nos montagnes*, n° 1, octobre-novembre 1962, école de garçons d'Ait-Lahcène, Taourirt-Mimoun (Tizi-Ouzou), Rouen, collections Munaé, 0002.29909. © Réseau Canopé/Munaé

Aujourd'hui, la politique éducative algérienne s'efforce de prendre en compte les réalités linguistiques du pays : si l'arabe standard est devenu langue officielle, le berbère a été reconnu comme langue nationale, et un débat s'est ouvert sur la place à donner à l'arabe dialectal. Le français, largement utilisé dans les administrations, la littérature et les médias fait figure de « langue seconde » de référence, enseignée dès la troisième année de l'école fondamentale et requis pour la plupart des disciplines scientifiques de l'enseignement supérieur. Cinquante ans après l'indépendance, les débats sur l'efficacité et la modernisation du système éducatif restent passionnés en Algérie.

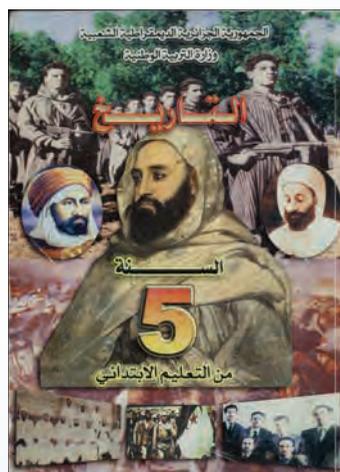
En France, l'héritage de l'expérience coloniale pèse sur la gestion par l'école de la confrontation entre les mémoires algériennes du pays, qui touchent directement plusieurs millions de personnes : l'exode des pieds-noirs, l'émigration des Maghrébins en France, la place faite aux Harkis et à leurs enfants, l'expérience de la guerre par les appelés du contingent nourrissent des attentes mémorielles plurielles et un besoin commun d'histoire. Chez tous ceux qui sont issus de cette histoire croisée, la quête des racines reste vive.

Les politiques publiques françaises sont aussi confrontées à cette histoire qui interroge les débats sur l'Islam et la laïcité et sur la place à accorder à l'enseignement de l'arabe, deuxième langue parlée du pays.

Anne Côte, assise au milieu des enfants de l'hôpital de Constantine pour leur animation quotidienne vers 1980, collection Anne et Marc Côte. Droits réservés.



Une lettre d'au-revoir d'élèves à leur professeur achevant son service de coopération, 1969-1971, collection Thérèse et Bernard Jeanne. © Réseau Canopé/Munaé

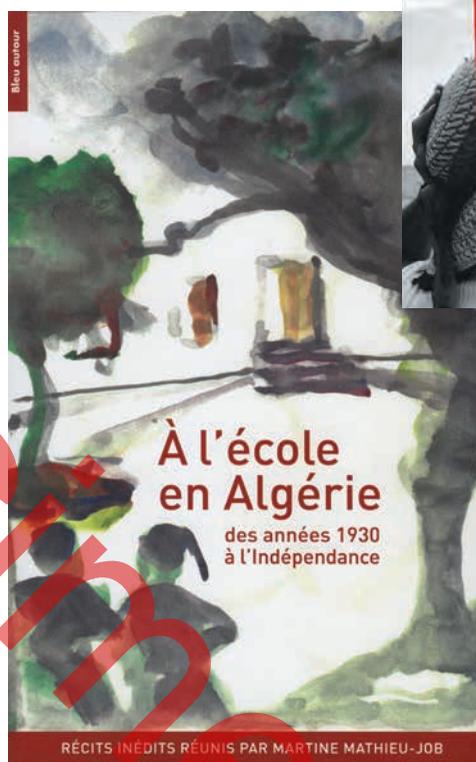
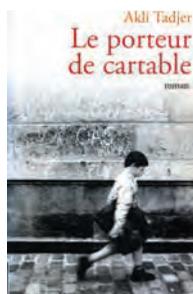


Bachir Saadouni, *Manuel d'histoire algérien*, niveau 5 primaire, 2014-2015. © Réseau Canopé/Munaé

L'HÉRITAGE LITTÉRAIRE DE L'ÉCOLE

Un héritage fécond de l'histoire mouvementée de l'école en Algérie est le développement d'un important espace de production littéraire. Beaucoup d'écrivains algériens de langue française (comme Mouloud Mammeri, Mouloud Feraoun, Mohamed Dib, Kateb Yacine, Assia Djebar) sont passés comme maîtres ou élèves par cette école, qui les a aidés à prendre conscience des contradictions du système colonial mais aussi à les dépasser.

L'expérience de l'école algérienne, ses espoirs et ses frustrations ont aussi inspiré les œuvres littéraires de nombreux écrivains français, comme Truphémus, Cathala, Roblès, Millecam. Les uns et les autres ont contribué au développement d'une littérature algérienne francophone, mais aussi à la construction d'un entre-deux culturel avec les écrivains français ou issus de l'émigration. Ensemble, ils alimentent aujourd'hui un espace littéraire mixte, franco-algérien et franco-maghrébin, dont la vitalité est reconnue par l'octroi de prix prestigieux ou des manifestations comme Le Maghreb Orient des Livres, festival organisé chaque année à Paris. Ces écrivains contribuent à bousculer les huis-clos culturels nationaux ou régionaux.



« Algériens, disait-on, à défaut d'une patrie naturelle perdue, Voici la patrie la plus belle, la France chevelue de forêts profondes hérissée de cheminées d'usines, Lourde de gloire de travaux et de villes de sanctuaires, Toute dorée de moissons immenses ondulant au vent de l'Histoire comme la mer, Algériens, disait-on, acceptez le plus royal des dons ce langage le plus limpide et le plus juste vêtement de l'esprit. Mais on leur a pris la patrie de leurs pères, On ne les a pas reçus à la table de la France, Longue fut l'épreuve du mensonge et de la promesse non tenue, D'une espérance inassouvie, longue amère, Trempée dans les sueurs de l'attente déçue, Dans l'enfer de la parole trahie, Dans le sang des révoltes écrasées, Comme vendanges d'hommes. »
Jean Amrouche, « Le combat algérien », in Denise Barrat (dir.), *Espoir et Parole. Poèmes algériens*, Paris, Seghers, 1962.

« Il n'est pas étonnant que les poètes et les écrivains de langue française aient positivement contribué, sous des formes diverses, à une révolution qui dépasse de loin un simple mouvement de libération nationale. C'est la preuve qu'une conquête par la force des armes, quand elle s'accompagne du rayonnement d'une langue et d'une culture ayant en vue le progrès, aboutit tôt ou tard, après l'affrontement sanglant et même barbare, à une victoire commune : celle des idées sans lesquelles, à vrai dire, il n'y aurait jamais eu de révolution, ni française, ni algérienne... telle est donc l'ironie du sort. On se bat, on se ruine, on s'exècre, on se voue à tous les démons d'une guerre de cent trente ans pour conclure malgré tous ces accords incroyables - de mutuelle générosité. »
Kateb Yacine, « De grandes espérances », *L'Arc*, n° 19, juillet 1962 [106 p.]

« Je me plaçais dans une tragédie originelle dont j'étais la seule à voir le tragique. Ce n'est que cela - l'île entre deux rives ? Je voulais dire une position malaisée à la croisée ; Une duplicité de traître, Ni de l'une, ne de l'autre rive, et des deux côtés de la mer ; Une solitude tourmentée par les questions sournoises de la singularité et de l'universel... Un exil où la terre fondatrice serait l'école natale, Comme une île féconde où les retours et les croisements réels et surréalistes de mémoire sont l'unique inspiration, Le mobile du passage à l'écriture. »
Leïla Sebbar, « L'île entre deux rives », in *Visions du Maghreb*, Aix-en-Provence, Edisud, 1987, p. 27-28.

« Planté devant la fenêtre de la salle de classe, l'instituteur regardait sans la voir la jeune lumière bondir des hauteurs du ciel sur toute la surface du tableau. Derrière lui, sur le tableau noir, entre les méandres des fleuves français s'étalait, tracée à la craie par une main malhabile, l'inscription qu'il venait de lire : « Tu as livré notre frère. Tu paieras. » Daru regardait le ciel, le plateau et, au-delà, les terres invisibles qui s'étendaient jusqu'à la mer. Dans ce vaste pays qu'il avait tant aimé, il était seul. »
Albert Camus, « L'hôte », *L'Exil et le Royaume*, Paris, © Éditions Gallimard, 1957.

« Le Français est devenu ma langue adoptive. Mais, écrivant ou parlant, je sens mon français manœuvré, manipulé d'une façon indéfinissable par la langue maternelle. Est-ce une infirmité ? Pour un écrivain, ça me semble un atout supplémentaire, si tant est qu'il parvienne à faire sonner les deux idiomes en sympathie. Bien plutôt me visite parfois la crainte que... la langue française n'en arrive à me trahir, à se taire en moi. Son silence pourrait alors devenir mon silence, parce qu'elle a fait sa demeure en moi, avant que je ne sache rien d'elle. Depuis, elle n'a cessé de me parler, voix venue de loin pour me dire. »
Mohammed Dib, *L'Arbre à dire*, Paris, Albin Michel, 1998.

Le festival littéraire Maghreb-Orient des livres, organisé chaque année depuis 1994, à la Mairie de Paris par l'association Coup de Soleil, collection Georges Morin. © Association Coup de Soleil.

